

## Dans la rue toutes les saisons sont difficiles

Tous les hivers, dès que la température fait frissonner, la question des personnes sans abri resurgit sur la scène médiatique, suscitant réactions ministérielles et émotion populaire. Quand les températures remontent, la cruelle réalité semble oubliée.

En l'absence de données fiables, il est difficile de savoir combien de personnes sont concernées. La ministre annonce 100 000 personnes, certaines associations parlent de 220 000, dont de nombreux enfants. L'association « Les morts de la rue » affirme que 361 personnes sont mortes dans la rue en 2008.

Dans l'urgence, Christine Boutin a proposé d'obliger les personnes sans abri à être conduites dans un centre d'accueil. Ces déclarations ont suscité la polémique et l'opposition des associations. Dans la même précipitation, ces dernières années, des plans et des mesures se sont empilés sans véritable cohérence. Pourtant les associations ont fourni un travail considérable pour mieux définir ce que devraient être des politiques ambitieuses qui visent à la fois l'hébergement et l'insertion. Et c'est ce travail d'accompagnement social, qui doit bénéficier des moyens pour aider à sortir de la rue et, mieux, éviter de s'y retrouver.

De nombreux sans abris, notamment les plus âgés, sont complètement désocialisés. Ils ont besoin d'un

hébergement dans la durée pour qu'un travail d'accompagnement puisse se faire sans la souffrance de la vie dans la rue. C'est ce que permet la maison relais ouverte il y a peu à Saint-Nazaire complétant l'accueil du foyer Blanchy.

Dans la rue, on retrouve aussi des travailleurs pauvres et la crise économique renforcera ce phénomène. Pour ceux-là, l'hébergement d'urgence est une solution provisoire pour ne pas s'épuiser dans la rue, lorsque les solidarités de proximité font défaut. Mais cet hébergement d'urgence ne doit pas pallier le manque de financement pour les logements à loyers accessibles à ces publics. De nombreux jeunes sont particulièrement touchés par l'exclusion, maintenus jusqu'à 25 ans en dehors des dispositifs de solidarité (RMI, RSA). Selon la FNARS (fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale), 20 % des personnes accueillies dans les hébergements d'urgence ont moins de 25 ans. Les réponses politiques doivent être globales et s'intéresser en particulier à la formation, à la santé, au logement. C'est dans cette logique que la Ville, les associations et les partenaires se mobilisent à Saint-Nazaire sur cette question.

Contact : [mousseau@mairie-saintnazaire.fr](mailto:mousseau@mairie-saintnazaire.fr)